

En dernière analyse, je dois stipuler que la situation révélée à la télévision hier soir est une situation interne. Mais s'il y a quelque chose que le Canada peut faire pour aider, nous sommes prêts à le faire.

* * *

[Traduction]

LES AÉROPORTS

LA PROPRIÉTÉ ET LA RESPONSABILITÉ

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Hier, il a induit la Chambre en erreur—sans doute par inadvertance—lorsqu'il a nié qu'une décision ait été prise en vue de transférer à d'autres instances la propriété et la responsabilité des aéroports fédéraux d'un bout à l'autre du pays.

Peut-il nous confirmer si un certain M. John Fisher, employé du groupe de travail ministériel du vice-premier ministre, a déjà eu des entretiens en vue de transférer la responsabilité fédérale des aéroports de Regina, Winnipeg, Saskatoon, Whitehorse, Yellowknife, Fredericton, Saint-Jean, Charlottetown et Saint-Jean de Terre-Neuve? Si le ministre n'est pas en mesure de répondre à cette question, je lui demande d'en parler au vice-premier ministre qui, manifestement, dirige la boîte aux Transports?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je ne pense pas avoir induit la Chambre en erreur ni nié que cette décision ait été prise. Comme je l'ai signalé au député, il était question dans les documents budgétaires du 23 mai de mettre sur pied une nouvelle organisation du réseau des aéroports fédéraux au Canada. Le gouvernement doit étudier cette année diverses options en vue de créer un système autonome, tout en maintenant le principe des subventions internes pour les petits aéroports. C'est dans ce contexte que mon ministère élabore des options qu'il soumettra à l'étude du cabinet dans le courant de l'année. C'est exactement ce que j'ai dit hier.

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

M. Tobin: Hier, j'ai demandé une liste des aéroports concernés et le ministre a nié l'existence de ce plan.

LA SÉCURITÉ

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je me préoccupe de la sécurité. Le ministre approuve-t-il une déclaration concernant la sécurité faite par le vice-premier ministre dans un document confidentiel intitulé «Structure 90». On peut y lire que les usagers, les transporteurs et le grand public devront progressivement participer davantage à leur propre sécurité. Est-ce ce qui a incité Radio-Canada à ridiculiser vos nouvelles directives en matière de sécurité à Toronto?

● (1500)

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je tiens à assurer au député, à la Chambre et

Pétitions

à l'ensemble des Canadiens que la sécurité vient en tête de nos priorités dans tous les projets que nous entreprenons.

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que la pétition présentée par le député de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp) le lundi 16 septembre 1985 ne satisfait pas aux exigences du Règlement quant à la forme.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PRÉSENTATION DU 3^E RAPPORT DU COMITÉ DE SÉLECTION

M. Chuck Cook (North Vancouver-Burnaby): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer le troisième rapport du comité de sélection dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet de la liste précitée.]

* * *

L'INSTITUT CANADIEN POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ MONDIALES

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, conformément aux dispositions de l'article 47(1) du Règlement, je voudrais déposer, dans les deux langues officielles, le premier rapport annuel de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiales, qui doit être renvoyé au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale aux termes des dispositions de l'article 47(40) du Règlement.

* * *

PÉTITIONS

LA TAXE DE VENTE SUR LES MÉDICAMENTS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition au nom de 6,130 citoyens de Winnipeg, pour la plupart des personnes âgées, qui exhortent le gouvernement à supprimer la taxe de vente immorale et injuste sur des milliers de médicaments vendus librement, de fournitures chirurgicales et de produits concernant les soins de santé. Ces citoyens de Winnipeg imploront le gouvernement de supprimer la taxe de vente sur tous les traitements pour le cancer, sur les médicaments pour les affections cardiaques et pour bien d'autres maladies.